



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

**Revue de presse
du 31 Mars au 06 Avril 2018**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1	Changement climatique	3
	○ Transport et commerce : l'Accord de Paris remet tout en cause	
1.2	Connectivité numérique	6
	○ Partenariat avec Alcatel-Lucent : Emtel propose aux entreprises son système de téléphonie fixe	
1.3	Économie bleue	8
	○ Projet Océan Métiss : L'économie bleue en inventaire	
	○ Océan Métiss ou le projet de l'économie bleue	
1.4	Pêche	10
	○ Fisheries sector faces social, economic challenges	
	○ Jinsi wavuvi haramu wanavyovuna mamilioni	
	○ Fishing is a Sh10tr industry: study	
	○ Utafiti wabainisha sekta uvuvi imesahaulika ukuzaji uchumi	
	○ Tanzania Broadcasting Corporation EFIA Meeting- March 2018	
	○ TBC1 EFIA Meeting, Dar Es Salaam	
	○ Gestion des ressources halieutiques : Une priorité pour les îles de l'Océan indien	
1.5	Sécurité maritime	17
	○ [Vidéo] Conférence sur la sécurité maritime : Les derniers détails peaufinés	

II. Centres d'intérêts

1.1	Agriculture	18
	○ Transformation de l'agriculture : Des investissements dans trois domaines s'imposent	
	○ Biosecurity agency looks at bacterial wilt in solanaceous crops	
1.2	Biodiversité	22
	○ Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) De nouvelles évaluations majeures de l'état de la biodiversité	
1.3	Biodiversité marine	24
	○ De nombreux coraux blanchis à Saint-Leu	
1.4	Environnement	25
	○ « Green Revolution » : Salon consacré à l'environnement, l'énergie renouvelable et la bio-écologie	

Transport et commerce : l'Accord de Paris remet tout en cause

Le système doit changer sous peine de faillite environnementale
Les chiffres du commerce extérieur de La Réunion en 2017 ont rappelé deux faits qui contribuent à l'important déficit commercial de La Réunion : le tout-automobile et l'approvisionnement en France. Mais si la volonté est d'appliquer l'Accord de Paris et donc de réduire fortement les émissions de gaz à effet de serre, alors il faudra renoncer au tout-automobile et chercher des approvisionnements plus proches.



Publiés jeudi, les chiffres du commerce extérieur de La Réunion rappellent les conséquences du système en place. À la fin des années 1950, le pouvoir décida de fermer le chemin de fer. Ce fut le point de départ du développement de l'automobile à La Réunion. Or La Réunion ne produit pas cette marchandise. Notre île a ainsi pu constituer un

marché d'exportation pour cette industrie européenne. En étendant le supplément colonial à tous les fonctionnaires, le gouvernement créait également une classe sociale importante suffisamment solvable pour acheter ce genre de produit. Cela amorça aussi l'implantation de la société de consommation.

Pour faire fonctionner ces voitures, il faut aussi importer du carburant. Cela sert les intérêts de compagnies pétrolières qui trouvent à La Réunion un marché sans concurrence d'autre mode de transport.

Or le choix du tout-automobile a des conséquences environnementales. Tout d'abord parce qu'une voiture, un camion ou un bus rejettent des gaz à effet de serre. La part des véhicules électriques reste en effet très marginale. Ensuite, le transport sur des milliers de kilomètres de ces produits impose

là aussi de rejeter des gaz polluants dans l'atmosphère. Ceci contribue donc au réchauffement climatique. 2017 a vu une augmentation de 18 % des importations de carburant, et une hausse de celles des véhicules. Par conséquent, cela signifie un accroissement des rejets de gaz à effet de serre.

Bilan carbone désastreux

Les voitures et les camions ne sont pas les seules à être transportés sur des milliers de kilomètres avant de venir sur les routes de La Réunion. En 2017, 60 % des importations, soit 3 milliards d'euros, venaient de France. Plus de 75 % des échanges commerciaux de La Réunion se font avec des pays de l'Union européenne. Comme le trafic est très majoritairement maritime, 75 % des échanges de notre île avec l'extérieur supposent donc un trajet d'au minimum 10.000 kilomètres.

Comme les bateaux fonctionnent avec des moteurs à carburant, c'est donc une source importante de rejet de gaz à effet de serre. À l'heure où la lutte contre le réchauffement climatique s'affiche comme une priorité mondiale, il serait important de connaître l'empreinte carbone de tous ces échanges. Il y a lieu de parier qu'elle est considérable. Le tout-automobile et les échanges commerciaux à La Réunion produisent structurellement des gaz à effet de serre. Avec l'augmentation de la population, et donc des besoins, la part de La Réunion dans le réchauffement climatique continuera d'augmenter si rien ne change.

Se fournir chez nos voisins

Or depuis novembre 2016, l'Accord de Paris est ratifié. Les plus de 190 États signataires dont la France ont pris un engagement : maintenir la hausse de la température moyenne sur Terre à 1,5 degré de plus qu'au début du 19e siècle, et en tout cas en deçà de 2 degrés. La conférence tenue le 6 mars dernier par Pierre Larrouturou a permis de sensibiliser l'opinion sur les conséquences de cet engagement. Pour ne pas aller au-delà de +2 degrés, l'Union européenne devra réduire de 75 % ces émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Cela signifie que pour diviser la pollution par quatre en moins de 40 ans, il est nécessaire de prendre dès maintenant des mesures pour changer de système de production.

Cela vaut aussi pour La Réunion. Concernant le tout-automobile, le projet de tram-train était sur les rails. Il s'avère qu'en 2010, la nouvelle équipe à la tête de la Région a décidé de casser le projet. Cela eut pour conséquence de satisfaire les intérêts du lobby du tout-automobile en particulier quelques transporteurs.

Mais cela priva plusieurs milliers de Réunionnais d'un emploi pérenne, et toute la population d'un mode de transport rapide, pas cher et écologique. Un train roule en effet à l'électricité, et il peut ne produire aucun gaz à effet de serre si toute l'électricité est produite avec des énergies renouvelables.

Comme l'Accord de Paris s'applique aussi à La Réunion, l'idée du train finira par s'imposer et chacun pourra mesurer l'ampleur du temps perdu. Concernant les échanges commerciaux, les chiffres 2017 des Douanes constatent que les échanges avec les pays de **la COI**, les plus proches voisins de La Réunion, ne s'élevaient qu'à 1,44 %. Pour l'Afrique australe, c'est 1,97 %.

L'Accord de Paris impose de revoir ce schéma. Tout d'abord en privilégiant le circuit le plus court possible. C'est donc recourir le plus possible à la production réunionnaise pour satisfaire les besoins des Réunionnais. Quand des importations sont nécessaires, alors l'Accord de Paris suppose d'aller chercher dans le voisinage immédiat.

Avant l'abolition du statut colonial, Madagascar était un partenaire essentiel pour La Réunion. Pourquoi ne pas envisager de substituer une partie des importations venues d'Europe par des importations venues de Madagascar ? La Réunion pourrait ainsi apporter sa contribution au développement de son voisin, tout en allant vers une économie plus sobre en empreinte carbone, et donc conforme à l'Accord de Paris.

Manuel Marchal

Partenariat avec Alcatel-Lucent : Emtel propose aux entreprises son système de téléphonie fixe



Les entreprises disposent désormais d'un nouveau système de téléphonie fixe (PBX) lancé par Emtel en partenariat avec Alcatel-Lucent.

Emtel propose désormais son propre système de téléphonie fixe (PBX)

destiné aux entreprises, en partenariat avec Alcatel-Lucent. Avec ce service, les clients disposent d'un choix de téléphones fixes physiques ou virtuels (sur ordinateurs) et de téléphones portables. Le système fonctionne à travers la technologie de dématérialisation informatique (cloud computing). La gestion, la maintenance et les mises à jour se font directement par Emtel via le cloud. Les mises à jour sont gratuites.

Les trois raisons pour lesquelles les entreprises transitent vers le cloud est la flexibilité, la baisse de coûts et l'augmentation de la productivité, selon Vassilis Xenakis d'Alcatel-Lucent. Il ajoute que la transition vers l'Emtel Cloud PBX se fait facilement. Le système PBX via le cloud proposé par Alcatel Lucent compte 260 000 utilisateurs dans le monde et l'objectif est d'arriver à 400 000 utilisateurs d'ici la fin de 2018.

Le lancement a eu lieu le vendredi 30 mars 2018 à l'Emtel Innovation Centre à Ébène en présence de Teddy Bhullar, Chief Executive Officer (CEO) d'Emtel, de représentants d'Alcatel-Lucent et de Globalcom, le représentant local de cette dernière.

« Notre centre de données à la fine pointe de la technologie offre la tranquillité d'esprit aux entreprises pour protéger leurs données tout en se concentrant sur leurs objectifs. Conformément à nos objectifs de développement, nous avons conclu un partenariat avec Globalcom, pour lancer le premier service PBX Cloud dans le Data Center d'Emtel », déclare Kresh Goomany, directeur des opérations d'Emtel.

Le service Emtel Cloud PBX est disponible à partir de Rs 4 000 par mois pour les entreprises avec cinq postes. Le prix évolue ensuite selon le nombre de postes supplémentaires et les appels émis.

Le projet du câble Metiss en bonne voie

Kresh Goomany, directeur des opérations d'Emtel, annonce que le projet de câble sous-marin de fibre optique, Meltingpot Indianoceanic Submarine System (Metiss), est bien avancé. Le stade de l'étude océanique qui définira le tracé doit commencer prochainement. L'installation du câble ne prendra ensuite que quelques mois et la mise en opération est prévue en 2019.

Pour rappel, METISS reliera Maurice, La Réunion et Madagascar ensemble ainsi qu'au continent africain. Il s'agit d'un projet des opérateurs de télécommunications de ces trois îles. C'est Emtel qui représente Maurice dans ce projet initié par la **Commission de l'océan Indien (CoI)**.

11

L'ACTUALITÉ À LA RÉUNION

Le Quotidien 30/3/2018

PROJET OCÉAN MÉTISS

L'économie bleue en inventaire

Région, État et université, sur fonds européens et avec le soutien de la COI, lancent un vaste inventaire de l'économie bleue dans le bassin sud-ouest de l'océan Indien. Ils ont deux ans pour relever le défi.



Les premiers ateliers de travail du projet Océan MétiSS ont eu lieu hier. (Photo David Chane)

Recenser toutes les ressources et utilisations de la mer sur l'ensemble du bassin sud-ouest de l'océan Indien. Tel est le vaste objectif de l'opération Océan MétiSS dont le lancement a eu lieu hier, avec comité de pilotage et ateliers de travail. Une sorte d'inventaire de l'économie bleue version indianoocéanique. Car si beaucoup de choses existent, tout l'enjeu consiste à tout compiler. En un temps réduit.

« C'est la première fois que l'on obtient un fonds transversal de l'Europe », s'enthousiasme Yolaine Costes, deuxième vice-présidente de la Région en charge des affaires européennes, mais aussi de la pêche. La Région, en partenariat avec l'État et l'université, a en effet répondu à un appel d'offres européen et a été retenue. À la clé, une subvention de 1,27 mil-

lion dont plus de 900 000 euros de Feamp (Fonds européen destiné à la pêche), le solde étant apporté à parts égales par l'État et la Région. Validé le mois dernier, le projet court sur vingt-quatre mois.

« Planification spatiale maritime »

En réalité, le projet Océan MétiSS ne constitue qu'une « première étape », indique Yolaine Costes. Un tour de chauffe avant de pouvoir répondre, plus tard, à de nouveaux appels d'offres européens sur des aspects plus opérationnels de cette fameuse économie bleue durable que tout le monde appelle de ses vœux. Pour s'y préparer, il faut donc avoir fait le tour de la ques-

tion. Et quel tour: protection de la biodiversité, suivi des espèces, lutte contre le réchauffement climatique, énergies alternatives...

« Nous allons préparer un diagnostic complet », note Gilles Lajoie. Pour cela, une « approche pluridisciplinaire » sera nécessaire, qui permettra au passage de « renforcer » les réseaux de recherche. « Croiser les regards sur le même objet, ce n'est pas si courant », remarque le président du conseil académique de l'université.

Ce projet de « planification spatiale maritime », selon l'appellation officielle, vient également en complément de plusieurs démarches. Yolaine Costes évoque ainsi la prochaine création d'un Pôle mer - Institut bleu et aussi celle d'un lycée dédié aux métiers de la mer. L'État insiste, lui, sur l'actuelle élaboration du document

stratégique du Conseil maritime ultramarin du bassin sud-océan Indien. Pour sa part, Hamada Madi, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), met l'accent sur le projet de « grand observatoire de l'océan Indien », qu'il souhaite « complémentaire » d'Océan MétiSS.

Incontestablement, le projet est « atypique », déjà en réunissant un état-membre de l'Union européenne et les pays ACP de la COI. Ce qui ne sera pas sans difficulté, comme le souligne le secrétaire général. « Ce projet participe à la construction complexe, parfois décourageante mais nécessaire, de l'articulation entre les fonds européens. Cela relève de la haute technologie administrative », note Hamada Madi, insistant lui aussi sur les « délais très courts ».

Olivier DANGUILLAUME

Océan Métiss ou le projet de l'économie bleue

Le SIR 30/3/2018



Deuxième et dernière journée pour les différents groupes de travaux (photo Ludovic Lal-Yu)

SÉMINAIRE. On en parle depuis des années. Le projet Océan Métiss, porté par la Région avec l'université et la préfecture, devrait enfin permettre le développement de l'économie bleue dans le bassin sud-ouest de la zone océan Indien, en particulier autour du littoral de La Réunion. De quoi s'agit-il ? De trouver de nouvelles perspectives pour les secteurs du tourisme, de la pêche ou encore des énergies renouvelables, avec un budget total de 1,2 million d'euros (dont 900 000 versés par l'Union Européenne). Après une réunion de travail à Bruxelles en février dernier, le premier comité de pilotage a été lancé, hier, au Domaine du Moca, en présence des différents partenaires du projet et de

la Commission de l'océan Indien. "Nous disposons de 5,5 millions de km² de zone économique exclusive, rappelle Hamada Madi, le secrétaire général de la COI. C'est une zone extrêmement riche en ressources naturelles, mais aussi vulnérables, avec des espèces endémiques trop souvent menacées, hélas, en raison d'un écosystème dégradé par l'homme et les conditions climatiques. La Commission mène depuis 30 ans des actions en faveur de l'économie bleue, dans les domaines de la pêche, de l'aquaculture ou des activités maritimes... En tant que partenaire technique, nous allons continuer à soutenir le projet Océan Métiss". Au cours de ces deux jours d'échanges, les différents participants mèneront des

travaux autour de six grands axes. Le premier est consacré à "la biodiversité, l'écosystème et l'énergie", le but étant de préserver la biodiversité côtière et marine. Dans le groupe dédié au "développement durable des activités économiques", on mise sur le développement de la pêche, du secteur aquacole, du tourisme et de la connectivité maritime (facilités portuaires, croisières). Du côté de "la recherche et de l'innovation", on tend à identifier les technologies innovantes et à développer des approches inter-disciplinaires dans le domaine marin. Quant au groupe travaillant sur "les risques, menaces et conflits d'usage", il est chargé d'anticiper les risques et les

menaces sur la durabilité (interactions écosystèmes-sociétés) tout en pensant aux conflits potentiels entre activités. Tout un volet est également consacré à "l'environnement légal et sociétal" pour inventorier et analyser les accords de gouvernance et de partenariats internationaux, mais aussi pour analyser les impacts des différents événements (comme le Brexit) sur les économies, les sociétés et les écosystèmes locaux. Enfin, un dernier groupe travaille sur "la coopération et les réseaux" pour aboutir notamment à d'éventuels partenariats à l'international, des échanges et l'émergence de nouveaux projets.

N.T.

'Fisheries sector faces social, economic challenges'

By Aislinn Reynolds

INADEQUATE appreciation of its contribution to the national economy is one of the challenges facing fisheries sector in Lake Victoria, according to the 'The Economic and Financial Impact Assessment (EFIA) study released yesterday in Dar es Salaam.

Funded by European Union, the study was released by the Lake Victoria Fisheries Organisation (LVFO) in collaboration with the Indian Ocean Commission (IOC) Smart fish.

Speaking at the event, Dr Robert Kayanda, Director of Fisheries Resource Monitoring and Research of LVFO explained that inadequate appreciation is mainly due to grossly undervaluation and inaccurately reporting on its contribution.

"Inadequacy of relevant research and data about the socio-economic value of the fisheries to fish-dependent households and communities is also a contributing factor," he said.

Dr Kayanda cited an example of fish taken for home consumption, value and employment generated through upstream services such as boat making and repair and downstream services such as fish processing are often under-reported.

He said: "There is a need to have

better understanding on the actual contribution of the fisheries in terms of wealth creation, net foreign exchange, earning and employment."

Dr Kayanda added that revenue realised by government from fisheries need to be documented as a means to support the management recovery costs.

The director said that the study sheds light on the actual contribution of the Lake Victoria fisheries to the national economies to increase awareness of the same to policy makers for better appreciation of the sector.

According to Dr Kayanda, the study sampled a total of 666 of fishing units, representing 32,175 fishing units including foot fishers.

The study also indicated that an average of 90 fishing tonnes per year is caught by each of the sampled fishing units, irrespective of fishing type with an annual turnover of \$99,506.

Director General for Tanzania Fisheries Research Institute (TAFIRI), Dr Rashid Tamatamah said the study focused on the economics of the various fishing units, among others are employment in the sector and income generated.

"We look each fisherman and the kind of fishing material used," the Tafari director said.

Dr Rashid added that the study revealed that the illegal fishing continues because it has huge revenue compared to legal fishing because its investment is cheap.

The Tafari boss called for various stakeholders in the country to support the efforts by the Minister for Livestock and Fisheries, Luhaga Mpinga on addressing the issue of illegal fishing so that all fishers can benefit and the country can effectively received its incomes contribution from the sector.

On his part the fisheries economist and programme coordinator of the Indian Ocean Commission (IOC) Smart fish Sumi Sweeney said the economic value of the fisheries of Lake Victoria has never been estimated.

"The fisheries of Lake Victoria is promising sector and not just for subsistence," said Sweeney.

The fisheries economist said the study paves the way for a sustainable business model in Africa and it is to be noted that the scope of the EFIA in informed decision making and management can not be over emphasised.

He said that they want to reconnect the fishing sector with political economy, added that without doing so the sector will die. By reconnecting to

political economy will maximise social economy benefits.

Horace Onyango, from Kenya's national team leader said the East African countries should learn to set aside some cash to fund such kind of research instead of waiting for donors.

The study has involved three national fisheries research institutes from Tanzania, Kenya and Uganda working in close collaboration with the LVFO and IOC-Smart fish.

committee meeting, the validity of the new EACJ five year strategy and the training of judges and regional arbitration. All the events will take place at the Sarova Panafic Nairobi Kenya. The judges and the Court will attend the meeting.

The Court holds the plenary rules committee meetings twice in different partner states. In March the meetings were held in Uganda. Among other issues to be discussed by the Court will be the roles on how to engage the main associations and other stakeholders the activities of the Court in or

Jinsi wavuvi haramu wanavyovuna mamilioni

Na Gwamaka Allipi

UTAFITI kwenye sekta ya uvuvi umebaini kuwa wavuvi wanaotumia zana haramu za uvuvi kwenye Ziwa Victoria wanapata mapato makubwa na ndiyo sababu ya kadhia hiyo kutomalizika katika ziwa hilo.

Utafiti huo umeonyesha kuwa wavuvi hao wanapata mapato ya wastani wa Dola za Marekani 15,000 (Sh. milioni 33,7) kwa mwezi. Taasisi ya Uvuvi ya Ziwa Victoria (LVFO), imedai kubaini hayo kwenye utafiti waliofanya kwenye Ziwa Victoria kwa nchi za Tanzania, Kenya na Uganda, kwa ufadhili wa Jumuiya ya Umoja wa Ulaya (EU).

Akizungumza na waandishi wa habari jijini Dar es Salaam jana kuhusu matokeo ya utafiti huo, Mkurugenzi wa Rasilimali za Uvuvi na Utafiti wa LVFO, Robert Kayanda alisema matokeo ya utafiti yameonyesha kuwa wavuvi kwenye Ziwa Victoria wanatumia siku 20-25 kuvua samaki.

Alisema mvuvi mmoja anayevua samaki katika ziwa hilo anapata mapato ya Dola za Marekani

93,000 (Sh. milioni 208,983) kwa mwaka. "Tulikuwa tunaangalia mapato yanayopatikana kwa wavuvi, namna alivyowekeza, siku anazotumia katika uvuvi, pamoja na idadi ya samaki anaopata kwa siku," alisema Kayanda. Alisema walihoji wavuvi 666 waliowakulisha wavuvi 32,175 wanaovua katika Ziwa Victoria na kwamba tani 92 za samaki zinavuliwa kwa mwaka.

Alisema Ziwa Victoria limepitia katika nchi za Afrika Mashariki, Kenya likiwa asilimia sita, Uganda asilimia 43 na Tanzania asilimia 51, na kwamba Kenya linategemewa katika ukuaji wa uchumi.

"Wavuvi nchini Kenya wanavua asilimia 77 ya samaki, Tanzania asilimia 60-70 pamoja na ajira 100,000 zimepatikana kwenye uvuvi wa Ziwa Victoria, na zaidi ya watu 500,000 wameajiriwa kwenye utengenezaji wa samaki baada ya kuvulwa," alisema Kayanda.

Naye Mkurugenzi wa Utafiti wa Uvuvi katika taasisi hiyo, Rahid Tamatamah alisema mchango wa sekta ya uvuvi katika uchumi wa Tanzania hado ni mdogo kulinganisha na nchi za Kenya na Uganda.

RESEARCH Widespread illegal fishing and post-harvest losses of up to 70 per cent have been identified as major challenges that play havoc with the sector

Fishing is a Sh10tr industry: study

By Mwalu Mbari
@mwalu28

mmban@tz.nationmedia.com

Dar es Salaam. The annual contribution of the fishing industry to Tanzania's economy has been estimated at nearly Sh10 trillion, but only if appropriate measures are taken to fully harness the sector's value chain.

Currently, fishing contributes only about Sh2 trillion to the GDP, a meagre two per cent of the economy, but this could easily go up by fivefold in real terms.

Increased illegal fishing, which is usually undocumented and untaxed, as well as post-harvest losses that are estimated to be up to 70 per cent, have been identified as major challenges that play havoc with the sector.

According to the findings of a study on the economic and finan-

cial value of Lake Victoria fisheries, which was conducted in the three East African Community member countries of Uganda, Kenya and Tanzania, fishing has the potential to hugely contribute to the economies of those countries. But the sector must be properly organised and managed in the first place.

The coordinator of a programme for the implementation of a Regional Fisheries Strategy for the Eastern and Southern Africa (Indian Ocean), Mr Sunil Sweenarain, says the lack of proper policy interventions has led to impoverishment of fishermen in the region, as well as lower levels of fisheries contribution to the regional economies. Mr Sweenarain also noted that post-harvest losses in fisheries are rather high, at up to 70 per cent, whereby most of the harvested fish go to waste.

Financed by the European Union, the study was conducted by the

Indian Ocean Commission (IOC) Smartfish and Lake Victoria Fisheries Organisation.

Also highlighted are intermediate consumption; employment opportunities created; income distribution and total investments.

Furthermore, the study has revealed that most of the data on fisheries that is provided only targets income from exported commodities while the economic importance of the sector goes missing.

Speaking to The Citizen in an exclusive interview in Dar es Salaam, Mr Sweenarain said, "The full economic value of the fisheries in Lake Victoria has never been realised. Lake Victoria fishery is a promising sector - not just fishing for subsistence."

For his part, the director of the Tanzania Fisheries Research Institute (Dafiri), Dr Rashid Tamatamah, said the IOC study targeted the

economy of a single fisherman and the whole value chain of fisheries.

Noting that the study reveals that most of the illegal fish harvests were more profitable than legal fishing, Dr Tamatamah said this consequently attracts more people to involve themselves in the illegal fishing business.

"Illegal fishing generates huge incomes, and only needs lower investments, while legal fishing is capital-intensive. This encourages more illegal fishing in the lake," he said, adding that a solution to end illegal fishing must be found sooner than later.

According to Dr Tamatamah, an estimated four million Tanzanians countrywide depend on the fishing business for a living with about 110,000 of them carrying out fishing activities in Lake Victoria.

Commenting on the matter, the research team leader from Kenya,

Mr Horance Oryango, said the East African Community governments miserably failed to gainfully exploit the potentials of the fishing industry, partly because they believe fishing is for the poor. He added that government budget allocations for the fisheries sector are usually too low to create a major impact on transforming the sector.

Mr Oryango also said that the regional governments must continue to promote legal fishing activities if they are to increase public revenues from the fishing industry.

For his part, the director of Fisheries Resources Monitoring and Research, Lake Victoria Fisheries, Mr Robert Kayanda, said the study has provided crucial information that will help in formulating appropriate adaptation strategies that are designed to maximise effective utilisation of the Lake Victoria fisheries resources.

Utafiti wabainisha sekta ya uvuvi imesahaulika ukuzaji uchumi

Bakari Kiangi, Mwananchi
bklango@mwananchi.co.tz

Dar es Salaam. Watafiti wa masuala ya uvuvi wamesema sekta hiyo ina uwezo wa kuingiza pato kubwa la Taifa, iwapo mkazo utawekwa kwenye mnyororo wa thamani badala ya kuangalia kiwango cha samaki kilichouzwa.

Walisema hayo jana wakati wa kikao cha kutoa tathmini ya awali ya utafiti wa namna ambavyo wavuvi katika Ziwa Victoria wanavyofanya shughuli zao. Utafiti huo umefadhiliwa na Umoja wa Ulaya (EU), umefanyika nchi za Tanzania, Kenya na Uganda.

Mkurugenzi mkuu wa Taasisi ya Utafiti wa Uvuvi Tanzania (Tafiri), Dk Rashid Tamatamah alisema kinachofanyika ni kuangalia idadi ya samaki wanaovuliwa na kuuzwa ndani na nje ya nchi, lakini utafiti wao umebaini sekta hiyo ina mchango katika nchi iwpo mambo kadhaa yatafanyika.

Dk Tamatamah aliyataja mambo hayo kuwa ni kwenenda kwa undani kuangalia shughuli za uvuvi zinavyofanyika, ikiwamo aina ya mitumbwi na nyavu zinazotumiwa na wavuvi na kipato anachoingiza kwa mwezi hadi mwaka. "Lengo la utafiti ni kuhakikisha sekta hii inakuwa miongoni mwa zinachangia pato kubwa la uchumi nchini," alisema Dk Tamatamah.

Akizungumza kwenye kikao hicho, mkurugenzi wa Rasilimali Watu wa Uvuvi na Utafiti Tanzania, Robert Kayanda alisema utafiti huo umejikita kuonyesha umma kuwa sekta hiyo ni muhimu kama zilivyo zingine.

Naye naibu waziri wa Wizara ya Mifugo na Uvuvi, Abdallah Ulega alieleza Kamati ya Bunge ya Kilimo, Mifugo na Maji, kuwa Serikali ina mpango wa sekta ya mifugo na uvuvi kuongeza mchango wake kwenye pato la taifa kutoka Sh19 bilioni hadi Sh50 bilioni.

COI et ses Projets

Pêche

30 Mars 2018

https://www.youtube.com/watch?v=6tHi1H_KyjM&t=12s



Tanzania Broadcasting Corporation | EFIA Meeting- March 2018



COI et ses Projets

Pêche

30 Mars 2018

<https://www.youtube.com/watch?v=j13-uNI0zyM>



TBC1 | EFIA Meeting, Dar Es Salaam



Gestion des ressources halieutiques : Une priorité pour les îles de l'Océan indien



Après la tenue du premier forum régional sur le commerce de la pêche artisanale dans le sud-ouest de l'Océan indien, dans le courant du mars 2018 à Maurice, il est devenu une priorité pour les îles de l'Océan indien de gérer de façon ingénieuse leurs ressources marines.

« Les ressources halieutiques et leurs écosystèmes sont gravement menacés par la surexploitation, des pratiques de pêche non viables et le changement climatique », a déclaré Sunil Sweenarain, coordinateur du **programme SmartFish**. De fait, « il y a un important manque à gagner à tous les niveaux, notamment en ce qui concerne les pertes post-capture, évaluées à près de 500 millions de dollars pour le continent africain », a-t-il souligné. L'industrie de la pêche reste le pilier du développement de cette région indianoocéanique. L'Union européenne attache une attention particulière à cette activité car la région est l'un de ses plus gros fournisseurs de produits de mer. **Hamada Madi, secrétaire général de la Commission de l'Océan indien** a toujours souligné que « la pêche a toujours été un des domaines phares de l'action de **la COI** car il s'agit d'un des secteurs moteurs de l'économie régionale qui participe, de plus, à l'emploi et à la sécurité alimentaire des populations ». La **Commission de l'Océan indien (COI)** œuvre dans le soutien au pays de la région, à développer leur savoir-faire en matière de pêche, que ce soit artisanale ou industrielle. Des experts mondiaux se sont déplacés à Maurice, lors du « SmartFish Trade & Development Forum », pour accompagner les entrepreneurs de la pêche artisanale du sud-ouest de l'Océan indien, venant notamment de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ou encore de la Norvège, pays mondialement reconnu pour sa petite pêche durable et efficace.

Recueillis par Racl.R

30 Mars 2018

<http://ionnews.mu/video-conference-sur-la-securite-maritime-les-derniers-detaills-peaufines-300318/>

[Vidéo] Conférence sur la sécurité maritime : Les derniers détails peaufinés



Maurice accueillera la Conférence ministérielle sur la sécurité maritime des États membres de la **Commission de l'océan Indien (COI)** le mois prochain. Une rencontre importante qui peut avoir une incidence sur les pays des autres régions, selon Vishnu Lutchmeenaraidoo, chef de la diplomatie mauricienne.

Maurice assurant la présidence de **la COI**, le ministre des Affaires étrangères a animé, ce vendredi 30 mars, une rencontre avec les ambassadeurs et consuls en amont de la conférence ministérielle. Ils ont discuté notamment des détails logistiques, des objectifs ou encore du programme.

Prévue du 26 au 29 avril, la conférence ministérielle abordera notamment les stratégies communes contre la pêche illégale, le trafic de drogues, la pollution en mer, la piraterie ou encore la menace terroriste.



<https://www.youtube.com/watch?v=yF0nDpBitUI>

Transformation de l'agriculture : Des investissements dans trois domaines s'imposent



Le secteur de la riziculture à Madagascar connaît une avancée considérable. (Photo d'archives)

Madagascar est le 2^e pays producteur de riz en Afrique Subsaharienne après le Nigeria. Mais le pays est aussi le plus grand consommateur de cette denrée.

Sa production n'arrive pas encore à subvenir à ses besoins alimentaires. C'est dû notamment à la croissance démographique avec un taux annuel de 2,8% ainsi qu'aux impacts du changement climatique. Cependant, le secteur de la riziculture à Madagascar connaît une avancée

considérable grâce aux nombreuses interventions de l'Etat appuyées par ses partenaires. Le Représentant Résident de la JICA Madagascar, M. Murakami l'a évoqué lors d'une conférence-débat sur la transformation de l'agriculture organisée en partenariat avec le ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage tout récemment à l'hôtel Ibis à Ankorondrano.

Atouts spécifiques. En outre, le Professeur Otsuka Keijiro, économiste de développement et chercheur en Chef au centre IDE-JETRO, a soulevé que le riz est la culture la plus prometteuse en Afrique subsaharienne. En effet, « il y a une haute transférabilité des variétés modernes et des pratiques agronomiques améliorées de l'Asie vers cette zone. La grande disponibilité des vallées favorables à la riziculture dans les bas-fonds n'est pas en reste.

A part ces avantages communs des pays de l'Afrique subsaharienne, le climat favorable et la prévalence des pratiques agronomiques de base semblables à celle de l'Asie tropicale dans les années 60 constituent des atouts spécifiques pour Madagascar », a-t-il exposé. Et en citant le cas de la riziculture malgache, ce Professeur japonais a avancé que des investissements dans trois domaines s'imposent même si le rendement de productivité a progressivement augmenté. Il s'agit notamment des investissements dans les systèmes de recherche appliquée et de distribution de semences ainsi que dans la formation de vulgarisateurs et de campagne de nouvelles technologies par l'Etat. La distribution du sac PAPRiz dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'amélioration de la productivité rizicole

et de gestion des bassins versants et es périmètres irrigués a entre autres, porté ses fruits. En effet, « les bénéficiaires du projet ont obtenu un rendement de près de cinq tonnes/ha contre deux à 2,5 tonnes/ha auparavant », a-t-il enchaîné.

Microfinance. Par ailleurs, l'insuffisance des investissements dans l'irrigation, la faible utilisation d'engrais chimique et l'indisponibilité des crédits constituent généralement un échec pour les pays de l'Afrique subsaharienne. Le ministre auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage, Harison Randriarimanana, pour sa part, partage également son avis. En fait, « l'Etat s'est désengagé du secteur productif après l'Ajustement Structurel. D'où, il y a un manque crucial de vulgarisation agricole dans le milieu rural. En outre, les paysans utilisent peu d'engrais chimiques et de semences améliorées en raison de leur inaccessibilité ? Le système de microfinance à Madagascar nécessite en plus une restructuration pour une meilleure adaptation aux besoins des producteurs.

Ainsi, dans le cadre de la vision Fisandratana 2030, nous allons redynamiser tous les centres semenciers en partenariat avec le secteur privé. Une usine de production de différents types d'engrais adaptés à chaque type de fertilité de sols des régions sera bientôt installée dans la région Alaotra avec l'appui de l'Inde. Ce qui permettra aux paysans d'accéder aux intrants à moindre coût, car l'on en importe plus. La formation des techniciens vulgarisateurs agricoles n'est pas en reste. Une étude est également en cours concernant l'amélioration du système de microfinance », a-t-il expliqué.

Autosuffisance en riz. Et parlant du grand défi d'atteindre l'autosuffisance en riz en 2020, le ministre de tutelle a fait savoir que c'est faisable si l'on obtient seulement un rendement moyen de 3,5 tonnes/ha via l'extension de la diffusion de la technique PAPRiz dans toutes les régions productrices. D'autant plus, « l'Agence Japonaise de Coopération Internationale soutient les efforts du gouvernement malgache à travers les différents projets sur la riziculture en cours comme le PAPARiz II, Le FY VARY et le projet de don non remboursable PC23 pour une meilleure transformation de l'agriculture », a conclu son Représentant Résident, M. Murakami.

Navalona R.

Biosecurity agency looks at bacterial wilt in solanaceous crops



Members of the National Biosecurity Agency (NBA) and the Seychelles Agricultural Agency (SAA) received a debriefing on bacterial wilt in solanaceous crops by two Reunion experts.

Two experts from the University of La Réunion, Fabien Guerin and Professor Stephane Poussier, presented their findings at a

workshop held last Thursday at the NBA's meeting room.

The experts visited various farms on Mahé and Praslin to collect samples in solanaceous crops such as tomato, eggplant, chilli to identify bacterial wilt caused by the causal agent known as *Ralstonia solanacearum*. *Ralstonia solanacearum* is a soil-borne plant pathogenic bacterium which colonises the xylem, causing bacterial wilt in a very wide range of potential host plants. This bacterium is present in the Indian Ocean and Eastern Africa, while unknown status for its genetic, diversity, host range and genetic structure.

Present at this workshop were the chief plant biosecurity officer of the NBA Keven Nancy, border control officers, post border control officers and representatives



from the Anse Boileau research centre.

The principal officer for border control, Bobb Petrouse, said a widespread of this bacterium would result in economical loss to the growers and farmers.

"The plant will simply wilt, and you will lose production and yield as it is a soil born disease. This bacterial wilt is affecting Seychelles badly as there was a sign of the bacterium on almost every field visited either in red soil or sandy soil and different," he said.

He added there is a need for the officers as well as the farmers to know the symptoms of bacterial wilt for early detection to prevent the heavy cost with the solanaceous crops. "We will better equip our border control officers to know how to identify and diagnose the disease as many people import plants and when they are well trained they can easily identify the symptoms," he said.

Mr Petrousse said there will be continuous monitoring and survey of *Ralstonia solanacearum* in the country. "We will be collecting more samplings as new cases of bacterial wilt is introduced and it will be sent to Reunion Island where we work in collaboration with CIRAD who will help determine whether or not the strain remains the same," he added.

The experts noted that the bacteria can be contained but not destroyed so they are advising that the farmers take care of the origin of the seeds to be sure that it is not affected by the bacterium and to ask for assistance from NBA to diagnose whether there is the presence of the bacterium. "Some effective measures which the farmers can undertake is to indulge in prophylactic measures directly into the soil, use alcohol when they cut the leaves of the plant, sterilise their tools between each plant so as not to disseminate the bacterium from plant to plant," said Professor Poussier.

Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) De nouvelles évaluations majeures de l'état de la biodiversité



Du 18 au 24 mars 2018 s'est tenue à Medellín en Colombie la sixième session de Plénière de l'Ipbès. À cette occasion, de nouvelles évaluations majeures de l'état de la biodiversité, des écosystèmes et des contributions de la nature aux populations ont été publiés sur l'état de la biodiversité.

Ces rapports écrit par plus de 550 experts de plus de 100 pays, sont le fruit de trois années de travail et comprennent des contributions d'experts du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. Les évaluations couvrent quatre régions du monde : les Amériques, l'Asie et le Pacifique, l'Afrique et l'Europe centrale. Asia, c'est-à-dire la planète entière sauf l'Antarctique et les océans ouverts. Un cinquième rapport évalue l'état de la dégradation et de la restauration des terres aux niveaux régional et mondial.

Les cinq nouveaux rapports évaluent les leçons apprises et les progrès (ou leur absence) sur le Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 et ses Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, l'Accord de Paris sur le changement climatique et les implications pour les Objectifs de développement durable des Nations Unies, ainsi que d'autres accords environnementaux mondiaux.

Dans toutes les régions, il est noté que des mesures ont été prises pour conserver et utiliser durablement la biodiversité. Cependant, il est également noté que ces actions ont, pour la plupart, été insuffisants. Il est en outre observé que si différents plans et stratégies ont été développés pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, ils n'ont généralement pas été traduits en actions.

Ils montrent qu'il existe plusieurs moyens pour les gouvernements d'atteindre la conservation, l'utilisation durable de la biodiversité tout en répondant à d'autres objectifs sociétaux comme la lutte contre le changement climatique et assurer la sécurité alimentaire et hydrique. Mais pour atteindre ces différentes combinaisons de politiques, les actions et les mesures doivent être adaptées aux circonstances et priorités.

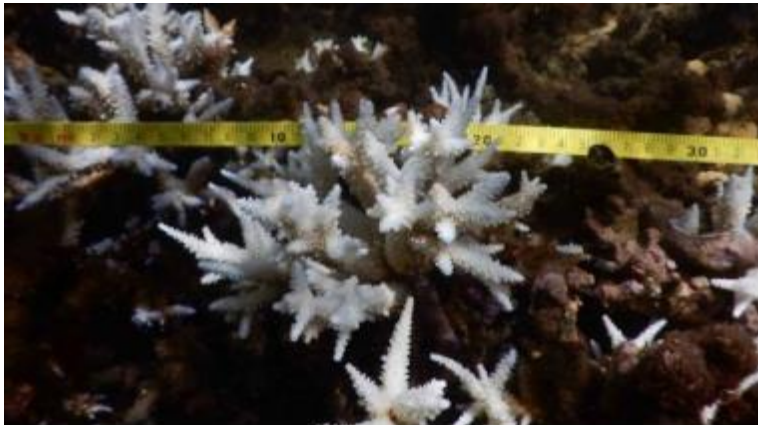
La mission de l'IPBES est de renforcer la politique et les décisions à travers la science, pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, le bien-être humain à long terme et le développement durable. Il comprend 127 gouvernements membres dont l'Union des Comores. Elle est l'organe international qui évalue l'état de la biodiversité et des contributions apportées par la nature aux populations, en réponse aux demandes émanant des décideurs. Le secrétariat de l'IPBES est hébergé par le gouvernement allemand et situé sur le campus de l'ONU à Bonn.

Dans sa déclaration à la séance de clôture, le groupe Africain a rappelé que s'il applaudit les évaluations réalisées à ce jour, il est préoccupé par le manque de connaissances et de lacunes dans les données dans certaines zones géographiques d'Afrique qui ont résonné comme un défi commun pour toutes les évaluations. Aussi, il a proposé le renforcement des capacités pour répondre collectivement à ce défi.

Mmagaza

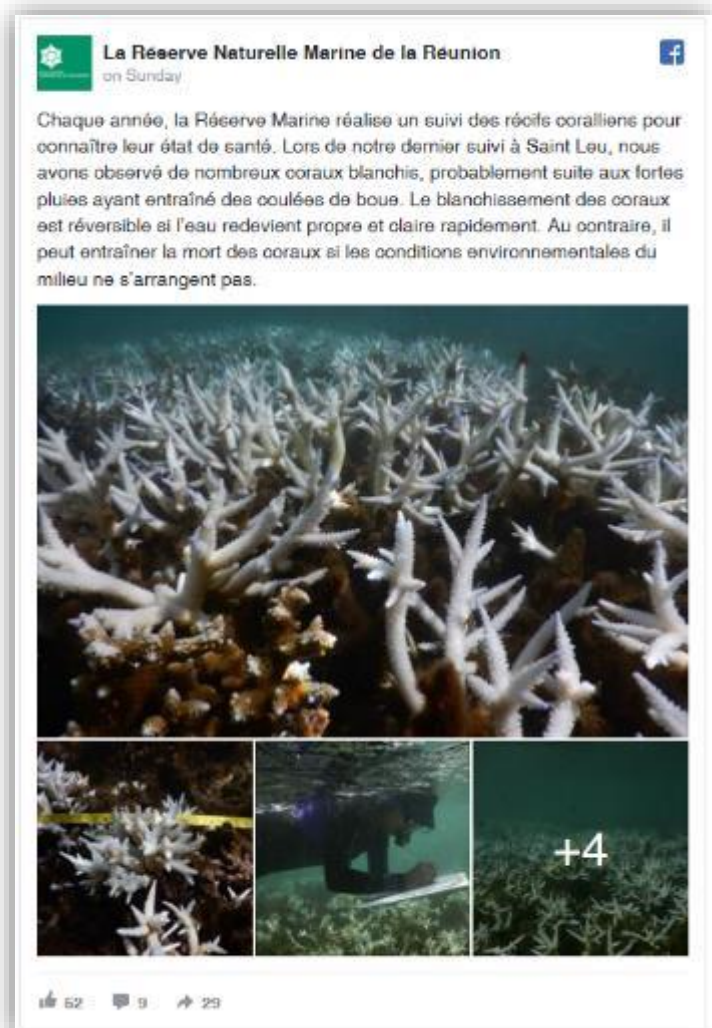
Il est urgent que l'eau redevienne "propre et claire"

De nombreux coraux blanchis à Saint-Leu



Ce lundi 2 avril 2018, la Réserve Marine s'alarme de "nombreux coraux blanchis" à Saint-Leu. Un événement qui a pu survenir pour donner suite aux fortes pluies ayant entraîné des coulées de boue. Nous publions les photos et l'observation de la Réserve ci-dessous.

Chaque année, la Réserve Marine réalise un suivi des récifs coralliens pour connaître leur état de santé. Lors de leur dernier suivi à Saint Leu, les agents ont pu observer "de nombreux coraux blanchis, probablement suite aux fortes pluies ayant entraîné des coulées de boue". Le blanchissement des coraux est un phénomène réversible "si l'eau redevient propre et claire rapidement". Au contraire, il peut entraîner la mort des coraux si les conditions environnementales du milieu ne s'arrangent pas, alerte la Réserve Marine.



« Green Revolution » : Salon consacré à l'environnement, l'énergie renouvelable et la bio-écologie



Des représentants des principaux partenaires du salon.

C'est une première. Un salon entièrement consacré à l'environnement, l'énergie renouvelable et la bio-écologie. C'est ce qui sera proposé au public et à divers acteurs œuvrant dans ces domaines, les 27, 28 et 29 avril 2018 au jardin de l'Infinithé Ivandry. Il s'agira de réunir les entités partageant les mêmes convictions sur la nécessité de limiter voire mettre un cran d'arrêt à sa dégradation et prêtes à agir dans ce sens. « Ce salon consiste à favoriser les échanges afin de promouvoir les différentes filières des énergies renouvelables, des sous-secteurs de l'environnement et de la bio-écologie », explique alors l'agence organisatrice de l'évènement. Ainsi, les visiteurs auront la possibilité de découvrir sur un même site une trentaine de stands d'exposition et de vente, ainsi qu'un espace dédié aux startups ; des conférences et ateliers, des animations et jeu grandeur nature. Et pour joindre les actes aux paroles, l'équipe organisatrice du salon mettra en pratique des écogestes dont notamment le tri de tous les déchets du salon afin de les recycler. Elle plantera, par ailleurs, des arbres correspondant au nombre de visiteurs du salon : une entrée, un arbre !

Hanitra R.